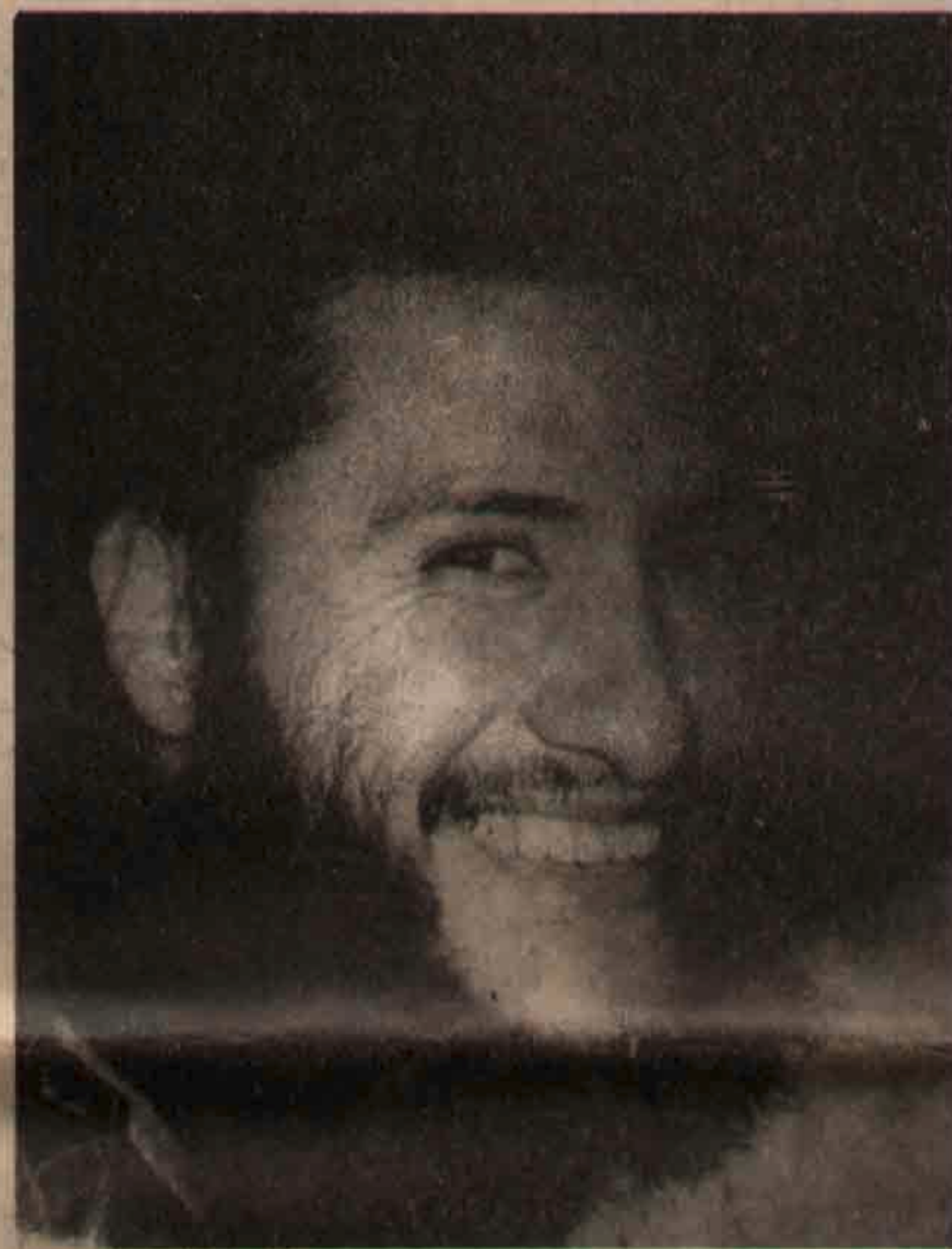


LA QUATRIÈME internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

HUGO BLANCO



Le sort de notre camarade Hugo Blanco reste suspendu. La campagne de solidarité au Pérou même et dans le monde retient encore la main des autorités péruviennes, mais elle reste levée... et les prisons sont pleines.

Lire en page 4 et 5, nos informations :

- Meeting de 15.000 personnes à Lima.
- Lettres du Pérou.
- La manifestation de Paris.
- Hugo Blanco appelle au soutien des « expropriateurs ».

Trêve et recrudescence

JOHNSON s'effondrera dans la guerre du Vietnam. En attendant, il l'intensifie, et il est encore président des Etats-Unis pour plus d'un an. Et nous savons aussi par expérience que le legs d'une « sale guerre » coloniale est un cadeau empoisonné. Les adversaires « démocrates » de Johnson ne critiquent que très timidement sa politique vietnamienne; son opposition « républicaine » serait moins capable que quiconque de terminer cette guerre. Il est donc de l'intérêt majeur du mouvement ouvrier mondial d'amener Johnson à « mettre les pouces » au cours de cette année 1967, qui sera décisive.

L'administration américaine le comprend et veut aussi obtenir une « décision » cette année. C'est pourquoi l'opération « Trêve » n'aura été que poudre aux yeux — simple riposte, d'ailleurs, à la proposition du F.N.L. — et n'aura troublé la vue que des aveugles-nés. Avec une mauvaise foi dont nous sommes rassasiés, les autorités américaines ont annoncé des opérations vietcong pour avant, pendant et après la trêve, afin de justifier leur propre plan de développement des hostilités.

Au bilan de fin d'année de la politique vietnamienne du gouvernement américain on trouve donc : l'augmentation du budget de la guerre à la somme astronomique de 24 millions de dollars, et les premiers bombardements systématiques de Hanoï et de Haiphong. Et ils commencent la nouvelle année en prenant la relève des troupes de Ky dans le delta du Mékong.

Il faut être, parmi les alliés de Washington, le travailliste Wilson pour ne pas manifester de lassitude et d'effroi face aux conséquences et aux suites de cette guerre. Les pleurnicheries équivoques du pape (dont nous parlons par ailleurs dans ces colonnes) manifestent l'inquiétude du monde bourgeois lui-même. Mais la plus nette manifestation de ces craintes n'est ni celle-là, ni la démagogique condamnation électorale de l'agression mise par de Gaulle dans son message de Nouvel An, c'est celle de M. Thant qui s'est refusé au jeu auquel voulait l'obliger Washington et qui, après avoir révélé que par deux fois, à l'automne 1964 et en janvier 1965, il s'était entremis pour des contacts officiels entre le Vietnam du Nord et les Etats-Unis, et que ceux-ci s'y étaient refusés, répond maintenant aux manœuvres de paix américaines en disant que c'est à « une nation puissante comme les Etats-Unis » qu'il convient de « prendre les initiatives dans la recherche de la paix ». On ne saurait mieux dire, en langage diplomatique, que c'est Washington qui ne veut pas négocier.

Le peuple vietnamien n'a donc toujours pas d'autre solution que de continuer à se battre, et le mouvement ouvrier mondial pas d'autre devoir plus urgent que de l'aider de toutes ses forces. On verra par ailleurs dans ces colonnes (Qui aide le Vietnam?) combien les prétentions russes d'être les principaux soutiens du Vietnam sont mensongères. Et même si les déclarations répétées au XVIII^e Congrès du P.C.F. sur le refus chinois de laisser passer l'aide au Vietnam sont fondées, cela ne justifiera pas encore que les Soviétiques n'envoient pas leurs avions par air et leurs fusées par mer. La préservation de la coexistence pacifique ne peut en aucun cas être une excuse de la carence de leur soutien. Le cœur se serre, et les poings, quand on lit que sept Mig sont abattus par les Américains au-dessus du sol nord-vietnamien, en défendant Hanoï. Si, au lieu de pilotes vietnamiens mal entraînés, ceux de l'armée soviétique pilotaient leurs appareils les plus modernes pour défendre la R.D.V.N., de telles pertes n'auraient pas lieu, ou plutôt, elles seraient du côté de l'agresseur. Aucune argutie ne soutiendra à la longue les alibis misérables opposés par les porte-parole de l'U.R.S.S. à ceux qui, comme nous, dénonçons leur forfaiture.

Forfaiture d'autant plus criminelle, que dans le même temps, les bureaucrates de Moscou font pression sur Hanoï pour qu'il accepte les conditions de négociation de Washington, et, selon le journal autrichien *Die Presse*, « Washington, sans en connaître les détails exacts, serait au courant de ces initiatives »; ce qui signifie que Johnson est encouragé par Moscou à ne pas accepter les quatre conditions du F.N.L.

Cependant, grâce à son héroïsme, et en dépit d'un rapport des forces matérielles qui lui est massivement contraire, le peuple vietnamien, non seulement tient, mais enlève ses agresseurs. La longue misère de ce peuple, et ses vingt ans de guerre révolutionnaire lui ont forgé des ressources de résistance énormes. En face de lui, les soldats américains qui ne savent pas pour quoi ils se battent et, quand ce sont des Noirs, commencent à comprendre qu'ils se battent contre eux-mêmes, n'ont pas une résistance comparable, de très loin. Le peuple des Etats-Unis ne peut supporter le dixième des souffrances et des morts ni le centième des privations qui sont infligées au Vietnam, pendant que ses gros capitalistes s'enrichissent dans la guerre. Là est la faiblesse de la politique de l'impérialisme américain, et c'est pourquoi il sera vaincu.

M. DERVAL.

L'ACCORD FÉDÉRATION-P.C.F.

Un triste cadeau pour la classe ouvrière

L'ACCORD entre la F.G.D.S. et le P.C.F. serait, à en croire les dignitaires de ce dernier, un événement « de grande portée ». On ne peut pas dire qu'il y eut surprise puisque cet accord était attendu depuis les congrès de la S.F.I.O. et du Comité des Institutions Républicaines. Pas de surprise non plus dans son contenu : d'une part, les Fédérés affirmèrent et réaffirmèrent qu'un accord avec le P.C. ne pouvait être qu'électoral, et que le programme commun ne pouvait être que celui de la Fédération; d'autre part, l'opportunisme sans limite dont fait preuve la fraction dirigeante du P.C.F. (que la presse bourgeoise éclairée qualifie de réalisme et de profonde sagesse), ne pouvait amener les négociateurs qu'à un texte étriqué, additionnant, au mieux, des généralités dont les uns et les autres sont prolives.

L'accord intervenu entre les deux grandes formations de « gauche » est bien essentiellement électoral; c'est ce qu'indique clairement la première partie du document. Mais il est présenté par le P.C.F. comme étant « appelé à avoir une grande portée car il débord largement le cadre des élections » (1).

La première partie de la déclaration commune des deux formations enregistre un recul du P.C.F. sur les points qu'il affirmait décisifs il y a peu :

- Le programme commun, base politique de l'accord électoral : il est remis *sine die*.
- Le non-désistement pour un « républicain de progrès » : il est rejeté par les fédérés dans le cas où aucun candidat de gauche n'est à même de l'emporter. Ainsi se trouvent légalisées d'avance par le P.C.F. les alliances des radicaux et d'un certain nombre de S.F.I.O. avec les centristes.

Fort heureusement pour Waldeck Rochet et ses acolytes, le document a une suite, la plus importante, dit-il. A défaut de programme commun pour la bataille politique à venir, on présente comme un grand progrès de l'unité les éléments essentiels d'une plate-forme d'action commune pour la période post-électorale. Cette plate-forme rassemble tout ce qui unit, c'est-à-dire les « nombreux points de convergence » que l'on peut trouver dans les programmes de la F.G.D.S. (celui du 14 Juillet), du P.C.F. (celui du 17^e Congrès), et même, souligne, l'*Humanité* enthousiaste, dans le projet de programme du 18^e Congrès, qui n'est pas encore formellement adopté!

Dans le paragraphe sur les institutions, c'est la position des fédérés qui a été adoptée sans modification. On se contente d'envisager la suppression, ou seulement la *révision*, des articles de la Constitution « utilisés par le président de la République pour imposer le pouvoir personnel ». Le recul du P.C.F. sur ce point, annoncé depuis déjà deux mois, est donc officialisé.

Quant aux autres objectifs communs, ils sont présentés par le couplet suivant :

« Les deux délégations affirment qu'il ne peut y avoir ni démocratie véritable ni avenir heureux pour la France tant que ne seront pas considérés comme primordiaux les investissements capables de permettre au pays de participer efficacement à la compétition pacifique entre les nations et de donner à tous les Français les moyens de satisfaire leurs besoins les plus légitimes. »

N'importe quel parlementaire bourgeois, les thuriféraires du régime gaulliste eux-mêmes, ne saurait trouver plus belle phrase exprimant les buts généraux de leur générale politique... électorale.

A ce fade brouet de maximes bourgeoises les plus traditionnelles, fait suite une série de revendications parmi lesquelles il est intéressant de noter, entre le droit à la vieillesse heureuse et la revalorisation des pensions et retraites, l'élaboration d'un plan économique et social démocratique destiné à remplacer le V^e Plan, dans le cadre du régime capitaliste bien sûr; la « nationalisation des monopoles » impliquée dans le programme de « démocratie véritable » étant parfaitement omise. Ainsi la direction stalinienne vole à la rescousse des planistes de la gauche bourgeoise, tentant de faire accréditer dans le mouvement ouvrier les mystifications sur la planification démocratique, et pourquoi pas, un jour... une juste politique des revenus.

La politique extérieure offre moins de sujets d'unanimité, et « les délégations ne dissimulent pas leurs divergences sur des points importants... dont on se garde pourtant de donner la liste. C'est que la compréhension de ces divergences, révélant l'assujettissement de la F.G.D.S. à l'impérialisme américain, ferait voler en éclat les frères « éléments de convergence », tels que la suppression de la force de frappe nationale et la signature du traité de Moscou sur les expériences nucléaires, etc.

Quant aux proclamations sur le « développement de la coexistence pacifique et des relations politiques, économiques et culturelles avec tous les pays », sur le « règlement négocié des conflits internationaux », elles sont monnaie courante dans la bouche de tous les chefs d'Etats impérialistes, en guerre ou non, quand elles ne sont pas décernées en prime par un quelconque Kossyguine de passage à Paris.

(suite page 2)

Thomas LECRET.